

Enabling access to material sufficiency: An analysis of the practices of social assistance professionals through capability theory

Valérie Guillard
Université Paris Dauphine-PSL
Place Maréchal de Lattre de Tassigny
75016 PARIS
06 21 07 68 16
valerie.guillard@dauphine.psl.eu

Abstract

How to make material sufficiency accessible to people in precarious situations? The analysis of 12 interviews with professionals from social assistance structures using the concept of capacity (Amartya Sen) describes and analyzes the factors that would allow the real possibility of having objects that are consistent with material sufficiency (analyzing objects; situations in which they are given and used) but also the factors that would allow the possibility of being and doing with objects. The donation of an object alone is not enough to allow access to socially just material sufficiency.

Keywords: material sufficiency, social justice, capabilities, second-hand objects, precariousness, charities.

Introduction

Au-delà des dommages climatiques, de la pollution, des tonnes de déchets accumulés dans le sol, les forêts, les mers et océans perturbant les fonds marins, quel sens trouvons-nous quotidiennement à produire des choses inutiles et destructrices du vivant ? la sobriété des modes de vie est une autre voie possible que les modes de vie actuels (Méda, 2024). Elle consiste à « mieux et moins consommer » afin de réduire gaspillage, déchets et pollution. Ce mode de vie embrasse différentes dimensions comme l'alimentation, la mobilité, le numérique, les bâtiments et la consommation d'objets matériels, sujet de cette communication.

La sobriété matérielle est un ensemble de pratiques qui conduit à adapter sa consommation à ses besoins et à satisfaire ces derniers avec des produits moins nocifs pour le vivant et ce, tout au long du cycle de consommation, lors de l'acquisition, de l'usage, de la dépossession (Gorge et al., 2015). Or, « mieux et moins consommer des objets matériels » est un discours assez peu socialement différencié que porte la sobriété. Il sous-entend que toutes les catégories de la population aient la capacité de le faire. Des recherches montrent que certaines catégories de la population sont vulnérables notamment (mais pas exclusivement) du fait de leur situation de précarité ce qui les conduit à ne pas avoir des pratiques responsables ou en avoir par défaut (ne pas prendre l'avion) même s'ils polluent moins que les classes supérieures (Villalba, 2016). Ils n'ont pas accès au moins mais mieux, ils n'ont parfois pas accès aux discours sur la sobriété, animés encore par la consommation, celle qui intègre par les symboles. Dans quelle mesure les organisations de l'aide sociale donnent-elles accès à la sobriété matérielle ? La sobriété matérielle pose ainsi la question de la justice sociale (Scott et al., 2011 ; Baker et al., 2005) autrement dit, « l'égalité des droits pour tous les peuples et la possibilité pour tous les êtres humains sans discrimination de bénéficier du progrès économique et social partout dans le monde »¹. L'objectif de cette communication est alors d'expliquer et de comprendre ce qui conduit les organisations à faciliter ou non l'accès à la sobriété matérielle en mobilisant le cadre théorique des capacités (Sen, 1980 ; Nussbaum, 2002) ou possibilités réelles d'agir.

2. Revue de la littérature

2.1. La sobriété matérielle : quelles pratiques ?

La sobriété matérielle consiste à mobiliser les objets dont on a besoin tout au long du cycle de consommation. Il s'agit d'acquérir des objets selon ses besoins par l'achat, le don ou ne pas les acquérir en les partageant ; acheter des biens durables, produits localement à partir de matières qui correspondent à l'usage qui en sera fait. Il s'agit d'utiliser les objets 'à bon escient', de ne pas les surutiliser par plaisir, ennui, habitude ; de les entretenir, en prendre soin, les réparer. Lors de la phase de dépossession, la sobriété matérielle implique de ne pas stocker inutilement les objets ; les faire circuler à proximité de chez soi (Welté et Dabadie, 2024).

Adopter un mode de vie sobre demande du temps (Guillard, 2024) mais également de se positionner à l'égard de la sphère sociale qui n'est pas toujours ouverte sur le sujet (Guillard, 2023). Cela demande donc de ne pas uniquement le vouloir mais aussi de le pouvoir. Pouvoir choisir un mode de vie qui n'est pas dominant relève de l'individu (avoir les capacités cognitives ; des informations compréhensives ; un revenu) mais aussi, pour certaines populations des structures, notamment celles qui luttent contre la précarité matérielle (épiceries sociales et solidaires ; hébergement d'urgence, etc.).

2.2. La précarité ou privation matérielle

¹ <https://www.un.org/fr/observances/social-justice-day>

La pauvreté est l'état, la condition d'une personne qui manque de ressources, de moyens matériels pour mener une vie décente (Delacroix et Gorge, 2017). Il semblerait qu'il y ait différents degrés pour caractériser la pauvreté. De la littérature en histoire (Brodiez-Dolino, 2013), on peut scinder grossièrement trois groupes : la grande pauvreté concerne les gens qui vivent dans la rue (Cherrier et Hill, 2018) ; la pauvreté qui concerne les personnes dans une situation personnelle difficile (maladie, vieillesse, handicap) et la précarité qui concerne souvent des personnes qui travaillent mais dont le reste à vivre ne supporte pas une dépense conséquente. Si la précarité n'a pas de définition académique (Brodiez-Dolino, 2013), elle est définie par Joseph Wresinski dans le rapport du Conseil Économique et Social (1987) comme « l'absence d'une ou plusieurs sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales ».

Ces groupes ont pour point commun de vivre dans une situation de privation notamment matérielle : ils n'ont pas accès à des produits et des services dits essentiels comme l'hygiène (personnelle et de la maison) ; les vêtements ; les meubles ; le matériel technologique mais aussi la culture. De plus, ces groupes sociaux sont souvent marqués par de nombreux préjugés et stéréotypes dont ceux concernant les enjeux de transition écologique : ils auraient trop d'enfants, gaspilleraient, ne trieraient pas leurs déchets (Billen, 2022 ; Comby, 2015). Les personnes en situation de pauvreté sont pourtant sensibles à cette problématique sociétale : le rapport CREDOC-ADN (2024) mais aussi d'autres recherches académiques (Billen, 2022 ; Comby, 2015) montrent qu'elles se préoccupent de l'avenir de leur enfant ; de ne pas gaspiller les ressources, valeur qu'elles ont internalisées dans leur éducation voire de « manger sain » (Darmon et Tardieu, 2018). En revanche, elles n'ont pas accès aux produits écologiques, moins destructeurs du vivant car elles n'en ont pas les moyens financiers. Partant du postulat que le changement de pratiques émane de la combinaison de ce que peut faire un individu et de ce que lui propose une organisation (Meda et al., 2022), il semblerait que cette dernière ait un rôle à jouer pour que la sobriété matérielle soit socialement juste permettant l'inclusion.

2.3. La justice sociale : approche par les capacités

La justice sociale peut être définie comme le fait d'accorder des mêmes droits à tous (Scott et al., 2011). Différentes approches permettent de penser les situations en termes de justice sociale : des approches transcendantales qui définissent des critères pour atteindre une justice dite idéale, une certaine équité entre les gens par une égalité des chances (approche de John Rawls, 1971 par exemple) et des approches comparatives (approche constructiviste de la justice comme celle d'Amartya Sen) qui se proposent d'analyser des situations en mobilisant différents critères (le genre, l'âge, le revenu, etc.) pour définir ce qui est juste et non juste. L'approche d'Amartya Sen s'inscrit dans une approche comparative. Cet auteur a développé dans les années 80 le concept de capacités, autrement la possibilité réelle d'agir et d'être. Il définit la pauvreté comme une incapacité, pour une personne, de transformer ses ressources en liberté réelle d'accomplir ce à quoi elle donne de la valeur. Ce qu'il convient alors d'égaliser, selon Sen, ce ne sont pas uniquement les ressources financières ou les moyens (comme le prônent les tenants de l'égalité des chances) mais les capacités à pouvoir s'accomplir (ou capacités pour reprendre le terme anglais), à pouvoir transformer ses propres ressources en accomplissements. Que font les structures qui accompagnent les personnes en situation de précarité pour que ces dernières accèdent à des pratiques qui s'inscrivent dans la sobriété matérielle ? C'est cette question qui a guidé notre recherche, animés par le courant « emancipatory praxis for social justice » (Hutton et Heath, 2019).

3. Méthodologie

Douze entretiens² d'une heure chacun environ ont été conduits auprès de professionnels qui travaillent avec / pour des personnes en situation de précarité dont 3 via un focus group de 2h (Annexe 1). Les entretiens étaient ouverts sur le type de biens proposés par les structures avec un focus sur le non-alimentaire. Un guide d'entretien a été établi en amont avec trois thèmes principaux : 1) leur rapport personnel à la transition écologique ; 2) leurs pratiques écologiques dans leurs structures, 3) les futurs enjeux de leur structure. Si le mot n'était pas évoqué, nous demandions ce qu'ils entendaient également par le terme 'sobriété'. Ces entretiens ont été complétés par l'étude de données secondaires sur la précarité matérielle (notamment le rapport du ADN / CREDOC, 2024 ; rapport du CNLE, 2024). Une première analyse thématique des données retranscrites (Point et Fourboul, 2006) a permis de faire émerger des éléments de compréhension sur ce qui est fait ou non pour que les personnes en situation de précarité accèdent à la possibilité réelle d'être et d'agir pour adopter un mode de vie sobre.

4. Résultats

4.1. Permettre d'accéder à la possibilité réelle d'avoir des objets qui s'inscrivent dans la sobriété

De façon générale, les professionnels font preuve d'un engagement très fort pour les enjeux écologiques dans leur vie personnelle : certains utilisent des moyens décarbonés pour venir au travail ; ne prennent jamais ou très rarement l'avion pour leurs vacances ; produisent parfois leurs légumes ; font attention au gaspillage et s'interrogent sur leurs besoins (verb1, R4³). La difficulté reste entière pour transformer leurs convictions dans leur structure en donnant accès à ce mode de vie. Plusieurs facteurs situationnels, individuels et liés aux objets les restreignent.

Tout d'abord, les professionnels proposent rarement des **objets** dits responsables, qu'ils nomment souvent par le terme « produits de qualité » (verb2, R1). La qualité est inscrite dans l'article L266-1 du Code de l'Action Sociale pour l'alimentation (*La lutte contre la précarité alimentaire vise à favoriser l'accès à une alimentation sûre, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale*) alors qu'elle est absente pour les produits non-alimentaires. En effet, les professionnels s'approvisionnent via des structures de type Agence du Don en Nature ou Don Solidaire qui collectent des invendus auprès des entreprises et les revendent à un prix symbolique à des associations caritatives. Le catalogue proposé par ces structures est rarement composé de produits écologiques/responsables/éthiques. Lorsqu'ils achètent des produits en dehors de ces structures, sur « le marché », auprès de la grande distribution « classique », les professionnels se tournent vers des produits « premiers prix » pour respecter leur budget « achats » ou vers des produits qui ne sont pas écologiques mais qui font plaisir aux bénéficiaires (Verb3, R1). C'est notamment le cas des sodas pour l'alimentaire, de la *fast fashion* pour les vêtements ou des jouets en plastique. Cette politique « achats plaisir » n'est toutefois pas suivie pas toutes les structures d'aide : certaines associent la notion de qualité à la dignité des bénéficiaires et refusent de leur proposer des produits qui ne respectent pas le vivant (Verb4, R1). Les professionnels se butent ainsi souvent à la question de savoir ce qui est essentiel dans une société d'abondance qui crée des désirs « en continu ». Pour qualifier un objet d'essentiel, ils se sont rendu compte de la nécessité de connaître la situation des personnes ce qui entre pleinement en écho avec l'approche comparative de la justice sociale d'Amartya Sen. R3

² 3 entretiens ont été conduits par une étudiante de Master 2 Développement Durable dans le cadre d'un stage de recherche.

³ Verb1 est le numéro du verbatim annexe 2 ; R1, le répondant n°1 dont les informations sont en annexe 1.

l'explique au sujet d'un micro-onde pour une personne âgée, objet qu'un professionnel avait catégorisé de prime abord comme non essentiel alors qu'il se révèle l'être (verb5, R3).

Ensuite, les **situations** pour lesquelles les professionnels travaillent peuvent les conduire à ne pas proposer des produits responsables. Certaines structures travaillent uniquement pour des situations d'urgence (hébergement d'urgence notamment) : elles privilégient alors l'accès à une quantité d'objets à bas prix afin de satisfaire le plus de personnes possibles au détriment souvent de la qualité qui s'inscrirait dans la sobriété des modes de vie. Certains l'acceptent et sont contents de proposer une solution (Verb6, R4 ; Verb7, R6). D'autres professionnels relatent leurs émotions négatives (colère notamment) coincées entre leurs convictions écologiques et l'urgence des situations (Verb8, R4). De plus, parce qu'ils travaillent dans l'urgence, des professionnels acceptent des objets que d'autres qui ne travaillent pas dans l'urgence refusent. C'est notamment le cas des objets d'occasion. De façon générale, les organisations qui redistribuent des objets à destination des personnes en situation de précarité refusent les objets non neufs (Sherrer et Rampa, 2019). Les raisons sont logistiques (il faut les trier, les laver ce qui n'entre pas dans leur activité) mais aussi en termes de dignité. Pour les professionnels, acheter des objets d'occasion pour leur propre consommation devient une norme (Verb9, R10) alors que, dans leurs discours, pour les bénéficiaires, ce n'est pas digne. Leur vocabulaire concernant le non-neuf est, à destination des personnes en situation de précarité, négatif : déclassé, poussière, saleté, dépassé, non digne, peu respectueux. Ils qualifient le geste du donneur de façon négative lorsqu'il s'agit d'un objet d'occasion (Verb12, R6). La prégnance des représentations négatives portant sur les objets d'occasion est d'autant plus forte pour les proches des bénéficiaires, notamment les enfants (Verb13, R1). L'ensemble de ces représentations négatives conduisent à dire que les objets d'occasion seraient mal reçus par les personnes en situation de précarité (Verb10, R2 ; Verb11, R10). Dans toutes les structures interrogées, l'occasion est une question pour laquelle on sent une gêne car elle provoque une tension entre le fait d'avoir accès à des produits dans des situations de pénurie et d'urgence, et la crainte qu'ils soient perçus négativement (Verb14, R11)

Enfin, l'accès à des produits matériels dépend des situations des **bénéficiaires**. Amartya Sen explique dans le cadre de la théorie des capacités qu'on ne peut pas fixer des règles générales qui permettraient d'accéder à une justice idéale : l'étude des situations et de ce que provoque ces situations est indispensable. Les entretiens l'illustrent. Un professionnel explique les difficultés à faire du « sur-mesure » qui devraient être la règle pour davantage d'effets, les situations étant très différentes (Verb15, R3) ; (Verb16, R2). Ainsi, dans leur structure, l'accès aux biens matériels est régulé sans quoi « ils remplissent leurs sacs même s'ils n'en ont pas besoin et ce n'est plus comme cela qu'il faut vivre, il faut se poser la question du besoin, et tout le monde doit se poser ces questions » (R1). Le même professionnel nous explique qu'il a refusé de donner un deuxième meuble à une bénéficiaire alors qu'en prenant le temps de discuter, il s'est rendu compte qu'elle vivait à même le sol depuis plusieurs mois (verb17, R3). Donner l'accès à des objets matériels permet de réduire le sentiment de précarité mais ne s'y résout pas : « ce qui » entoure l'objet est tout aussi important.

4.2. Permettre d'accéder à la possibilité réelle d'être et de faire par l'objet

L'objet nourrit bien davantage que l'utilité, la fonctionnalité : il permet d'être en société, de se présenter, de recevoir, d'avoir une meilleure estime de soi (Van Dyne et Pierce, 2004). C'est le travail que font les structures pour réduire la pauvreté en conditions de vie. Les professionnels assurent des moments autour ou à propos des objets et de la consommation afin de les accompagner. L'objectif est le lien social tout aussi important que les objets (Verb18, R2). De

nombreux dispositifs existent : ateliers de réparation ; pour lessive ce qui permet de discuter des enjeux écologiques ; atelier couture et réparation de vêtements ; atelier « vrac et consignes » pour faire accepter ses pratiques (Verb19, R11). Ces moments reposent majoritairement sur le « faire » afin que les bénéficiaires puissent accroître ce que Capeau et al. (2024) nomme leur « capital faire » (Verb20, R11). Faire permet d'avoir une meilleure estime de soi (Verb21, R10) ; de rencontrer autrui ; de s'apercevoir que l'on a un talent, une compétence (Verb22, R10). Les ateliers permettent de réduire les tensions au sein des ménages et donc de maintenir une cohésion familiale (Verb23, R10).

Les personnes en situation de pauvreté ne parviennent pas à transformer leurs ressources en capacités (Sen, 2009 ; Nussbaum, 2009). Un ensemble de raisons tient aux préjugés et à la stigmatisation. Dans cette optique, une attention particulière est accordée à ne pas stigmatiser le bénéficiaire en normalisant au maximum l'acte d'achat dans le cadre de l'aide sociale. Une épicerie sociale préfère par exemple la dénomination « supermarché solidaire » pour gommer la référence à l'aide. L'agencement et la décoration de la surface de vente l'apparentera à un magasin classique où les publics se servent eux-mêmes et choisissent (Verb24, R3).

Enfin, être pauvre, c'est ne pas pouvoir choisir. Bénédicte Bonzi (2023) explique dans son ouvrage sur le don alimentaire que les pauvres n'ont jamais le choix de ce qu'ils mangent. On le retrouve dans le don non alimentaire (Verb25, R6 ; Verb26, R10 ; Verb27, R11). Les professionnels de l'aide sociale ont le souci d'assurer davantage de choix aux personnes en situation de précarité.

Discussions, limites et voies de recherche

Comment les structures de l'aide sociale peuvent-elles transformer les ressources des personnes en situation de précarité en capacités, autrement dit en possibilités réelles d'avoir et d'être afin d'accéder à la sobriété matérielle ? La théorie des capacités d'Amartya Sen (2009) offre un cadre pour décrire puis analyser les facteurs qui permettraient cette transformation, cette dernière ne dépendant pas que des bénéficiaires mais également des structures qui proposent ou non des objets dits responsables ; qui travaillent ou non dans des situations d'urgence ; qui se servent de l'objet comme support pour améliorer l'estime de soi, la cohésion sociale et familiale. Prendre pour unité d'analyse des pratiques des professionnels des structures sociales permet d'enrichir les recherches existantes sur la précarité matérielle (Billen, 2022 ; Comby, 2015) et sur la sobriété matérielle pour comprendre les conditions de possibilité de conjuguer les deux pour une justice sociale.

Sur un plan managérial, cette recherche permet de rendre compte de la difficulté à adresser la thématique de la sobriété notamment via celle des objets d'occasion qui entre en tension entre la volonté de ne pas gaspiller ; l'urgence/le manque ; la dignité des bénéficiaires. S'inscrivant dans « emancipatory praxis for social justice » (Hutton et Heath, 2019), cette recherche ouvre de nombreuses réflexions pour les professionnels et les chercheurs notamment pour restituer les connaissances aux personnes interrogées.

Sur un plan sociétal, des réflexions pourraient être entamées dans les politiques de lutte contre la précarité concernant la notion de qualité des objets non alimentaires comme elle l'est pour l'alimentaire.

Cette recherche est exploratoire : elle contient des limites auxquelles des futures recherches pourraient répondre. Il conviendrait certainement de varier encore l'échantillon afin de rendre compte et d'analyser une multiplicité de structures. Il serait intéressant de conduire des entretiens auprès des bénéficiaires des structures pour rendre compte de l'effet des produits non-alimentaires et des services qui les entourent sur leur bien ou mieux-être.

Bibliographie

- Billen, L. (2022). De l'expérimentation à l'alternative écologique? Le cas d'un vide-greniers en quartier populaire. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 13(2).
- Bonzi, B. (2023). *La France qui a faim: Le don à l'épreuve des violences alimentaires*. Seuil.
- Brodiez-Dolino, A. (2013). *Combattre la pauvreté: vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*. Paris: CNRS éditions.
- Capeau, F., Valette-Florence, P., & Cova, V. (2024). A consumer demands-resources model of engagement: Theoretical and managerial contributions from a cross-validated predictive ability test procedure. *Journal of Business Research*, 177, 114619.
- Cherrier, H., & Hill, R. P. (2018). Anticonsumption as tactical response to institutionalized subordination: The case of materially deprived anticonsumers. *Journal of Public Policy & Marketing*, 37(2), 213-226.
- Comby, J. B. (2015). À propos de la dépossession écologique des classes populaires. *Savoir/Agir*, (3), 23-30.
- Darmon, N., & Tardieu, V. (2018). *Alimentation et pauvreté: constats et solutions*. HAL.
- Delacroix, E., & Gorge, H. (2017). *Marketing et pauvreté: Être pauvre dans la société de consommation*. Éditions EMS.
- Gorge, H., Herbert, M., Özçağlar-Toulouse, N., & Robert, I. (2015). What do we really need? Questioning consumption through sufficiency. *Journal of Macromarketing*, 35(1), 11-22.
- Guillard, V. (2023). How to deconsumer and to deal with its social sphere An analysis of the "Nothing New" challenge by Goffman's role theory. *Revue française de gestion*, 49(310), 39-61.
- Guillard V. (2024), Adopter un mode de vie sobre: quels arbitrages temporels ? in Welté, J. B. et Dabadie, I. (2024, dir.). *Le marketing à l'ère de la sobriété*. Editions EMS.
- Hutton, M., & Heath, T. (2020). Researching on the edge: emancipatory praxis for social justice. *European Journal of Marketing*, 54(11), 2697-2721.
- Méda, D. (2024). N'est-il pas grand temps de renouer avec les espoirs du Congrès de la Haye?. *Reconstruire la pensée européenne*, 35-45.
- Méda, D., Dubuisson-Quellier, S., & Mouzon, C. (2022). Comment faire advenir la sobriété?. *Alternatives Économiques*, 429(12), 32-34.
- Nussbaum, M. (2002). Capabilities and social justice. *International Studies Review*, 4(2), 123-135.
- Point, S., & Fourboul, C. V. (2006). Le codage à visée théorique. *Recherche et Applications en Marketing (French Edition)*, 21(4), 61-78.
- Rawls, J. (1971). *A theory of justice*. Cambridge, (Mass.).
- Scott, L., Williams, J.D., Baker, S.M., Brace-Govan, J., Downey, H., Hakstian, A.M., Henderson, G.R., Loro, P.S. and Webb, D., 2011. Beyond poverty: Social justice in a global marketplace. *Journal of Public Policy & Marketing*, 30(1), pp.39-46.
- Sen, A. (2009), *The idea of justice*, Penguin Books Limited.
- Sherrer V. et Rampa N. (2019), Objets invendus par les entreprises : un outil d'action sociale, L'Agence du Don en Nature, in Guillard V.(2019, dir), *Du gaspillage à la Sobriété*, De Boeck.
- Villalba, B. (2016). Sobriété: ce que les pauvres ont à nous dire. *Projets*, (1), 39-49.
- Van Dyne, L., & Pierce, J. L. (2004). Psychological ownership and feelings of possession: Three field studies predicting employee attitudes and organizational citizenship behavior. *Journal of Organizational Behavior: The International Journal of Industrial, Occupational and Organizational Psychology and Behavior*, 25(4), 439-459.
- Welté, J. B., & Dabadie, I. (2024). *Le marketing à l'ère de la sobriété*. Editions EMS.
- Annexe 1. Tableau des répondants

Numéro répondant	Structure	Modalité de l'entretien	Lieu
R1	Directrice de l'épicerie solidaire Episourire	Focus group	Dijon
R2	Directrice du Chantier Ecole – ACPM		Chateaubriant
R3	Président de l'épicerie solidaire ICIPASS		Avignon
R4	Directeur de Hôtel solidaire	Entretien téléphonique	Rennes
R5	Employé chez Bulles solidaires	Entretien téléphonique	Rennes
R6	Employé au CCAS	Entretien face-à-face	Rennes
R7	Bénévole chez Epifree	Entretien téléphonique	Rennes
R8	Apprenti dans un Hébergement d'urgence	Entretien téléphonique	Paris
R9	Responsables des partenariats de l'Agence du don en nature	Entretien face-à-face	Paris
R10	Directrice de Plaine de vie	Entretien face-à-face	Saint Denis
R11	Directeur de France Entraide Solidaire	Entretien face-à-face	Pierrefitte sur Seine
R12	Animatrice du réseau Andès	Entretien face-à-face	Paris

Annexe 2. Verbatim

Verb1, R4	A titre perso, je suis convaincu, que la sobriété est quelque chose qui guide notre manière d'agir au quotidien. Sur de la logique vestimentaire, réparer plutôt qu'acheter, pour du mobilier, de l'électroménager. J'ai un vélo, s'il est endommagé, je vais le réparer. Acheter seconde main plutôt que du neuf. Avoir la durée de vie la plus longue possible pour ce qu'on a. réduire le nombre de choses qu'on produit car ça réduit l'impact écolo. Ça me semble évident. Donner une seconde vie aux choses, aider les autres, faire du bien à notre porte-monnaie aussi (...) Dans mon activité, il y a une dimension solidarité mais aussi une dimension écolo, j'ai 36 ans, j'ai baigné dedans : réduire les déchets, l'impact carbone, la logique des transports aussi, j'agis de manière cohérente même pour la structure. On refuse de chercher un matelas à 60 kms, on favorise l'interaction entre un hôtel et un acteur local. Cette logique, on essaie de la développer (...) je suis convaincu que sobriété et solidarité peuvent se conjuguer »
Verb2, R1	« L'essentiel ce n'est pas simplement de nourrir les gens, c'est aussi leur donner des produits de qualité. Les politiques publiques n'incluent pas assez cette notion de qualité. »
Verb3, R1	« La notion de faire plaisir est importante. Les gens ont besoin de ça pour se sentir humain, dans la norme. »
Verb4, R1	« Nous choisissons volontairement de ne pas proposer certains produits à l'épicerie pour privilégier des produits sains (...) nous avons ouvert un tiers-lieu avec une friperie et on achète des vêtements de qualité »
Verb5, R3	« L'alimentation est essentielle mais il faut une vision large. Je prends un exemple : en visitant une des personnes âgées qu'on accompagnait, on a vu qu'il y avait des aliments donnés non consommés. Elle nous a expliqué qu'elle ne pouvait pas les cuisiner à cause d'un manque de force physique. Le micro-ondes lui était donc essentiel. »
Verb6, R4	« On s'est focalisé avec des associations en situation d'urgence (à la rue, logement non occupé) donc même un matelas tâché, ils préfèrent prendre ça que dormir à même le sol. Les associations en lien avec les bénéficiaires ont plus un souci de récupération logistique, de qualité du matériel dans le sens utilisable tout de suite ou non. On essaie de collecter un max de chose même voire surtout d'occasion à l'exception de ce qui n'est pas réparable »
Verb7, R6	« Quelle importance que le meuble ne soit pas de dernier cri pour ceux qui n'ont rien »
Verb8, R4	« Parler de don écolo pour moi c'est... J'arrive pas à faire le lien. Je veux dire que ce que je vois tous les jours ce sont des gens qui n'ont rien. Alors quand on me parle de consommer responsable... La priorité c'est de les héberger, les soigner, leur donner de quoi s'habiller et se laver. Bien sûr que si je peux avoir le super shampoing aux huiles essentielles naturelles je suis preneuse mais ma priorité, c'est de leur laver les cheveux même si c'est avec un truc ultra chimique... Et c'est déjà compliqué de se fournir en produits au quotidien, on est dans une situation de pénurie permanente. Les besoins sont tellement énormes, on cherche avant tout à lutter contre la pauvreté avec les moyens qu'on nous donne. Je suis obligée de hiérarchiser : les humains avant la planète. J'aimerais pouvoir faire autrement mais c'est pas la réalité du travail social aujourd'hui."
Verb9, R10	« On vit aussi dans une époque où cette offre n'existait pas il y a 20 ans. Aujourd'hui, c'est vachement développé et ça devient monnaie courante d'utiliser de la seconde main. Il n'y a pas que les bobos qui font ça, même nous, petits ouvriers. Ça ne nous gêne pas. C'est entrer dans ton quotidien et ta culture. Ça devient normal »
Verb10, R2	« Dans l'occasion, il y a une image de bout de chaîne donc la dynamique plus de bout de chaîne là ; c'est pas... non le neuf devrait arriver jusqu'à ces personnes-là (...) sans compter l'aspect logistique il faudrait a minima avec un tri avant et que ce soit déjà contrôlé. Donner du non trié c'est compliqué. Ce ne sont pas les besoins qui remontent des bénéficiaires en tous cas »
Verb11, R10	« Je ne sais pas, en fait, on part du principe où c'est bénéficiaire et que chez eux, déjà, c'est difficile. Donc, si en plus, tu dois leur donner des choses qui ont déjà été portées, déjà été consommées. En fait, l'idée, c'est que quand on leur donne un truc, c'est les premiers utilisateurs (...) Même les habits, j'ai du mal à leur proposer des choses qui ont été déjà portées (...) Bah ouais, en fait, je trouve que c'est un peu rétrogradant, je ne sais pas comment on dit ça, mais ouais, tu touches à la personne, tu vois, déjà que la réestime de soi, elle est impactée, alors que c'est en plus un propos de des choses pas top. Tu vois ce que je veux dire ? »
Verb12, R6	« souvent les gens se débarrassent, ils ne donnent pas... le don c'est écologique car par définition ce n'est pas jeté mais ce n'est pas toujours un don écologique. Ce n'est pas l'acte c'est ce qui est donné »
Verb13, R1	« Certaines mamans vont nous demander des vêtements de marque pour leurs enfants comme Okaidi. Elles ne veulent pas que leurs enfants soient stigmatisés à l'école. »

Verb14, R11	« Maintenant, l'occasion, je ne sais pas. Sincèrement, je ne sais pas. Après, il faut qu'on travaille là-dessus. Moi, je pense que de la bonne occasion, ça peut marcher. Mais des trucs détruits, refaits, tout, non. Mais des trucs bien fait, de la bonne occasion pourquoi pas. On est en train de lutter contre l'anti... Comment on appelle ça ? L'anti-obsolésence. On est en train de revenir. Maintenant, on préfère réparer les choses que de les... Pourquoi pas ? Il y a de belles machines qu'on jette comme ça. Après, maintenant, il faut aussi suivre le moderne »
Verb15, R3	« Les personnes qu'on accompagne ont des restes à vivre très différents : pour certains il est négatif, pour d'autres il sera à 7 ou 8 € par jour. C'est déstabilisant pour l'organisation de l'épicerie car on ne peut pas personnaliser les contributions pour chacun. »
Verb16, R2	« Une crème, on n'associe pas forcément ça à de la première nécessité. Pourtant on accompagnait un jeune qui était allergique à presque tout. Il avait besoin de crèmes adaptées, aussi d'une lessive spéciale »
Verb17, R3	« C'est difficile de mettre le curseur sur ce qui est essentiel. Les meubles par exemple. Normalement nous limitons la distribution à nos bénéficiaires parce que ce n'est pas un produit de première nécessité et ce n'est pas notre axe principal à l'épicerie. Une des mamans que nous accompagnons nous avait demandé d'en récupérer plus. On a rapidement compris que son mari l'avait quitté et était parti en emportant tous les meubles de l'appartement. Pour elle c'était aussi utile qu'un colis alimentaire. »
Verb18, R2	« La première nécessité inclue aussi le lien humain et la communication. Aujourd'hui, pour les personnes victimes de la fracture numérique, il est compliqué de s'insérer dans la vie. »
Verb19, R11	« On leur fait payer la consigne. Mais ils se sont habitués au plastique et ils jettent. Et ils disent, c'est contraignant, il faut ramener les bouteilles. Ben oui, il faut changer la vie. Vous êtes anti-pollution ou pas ? Sinon, vous allez continuer à prendre le plastique. Un, c'est cancéreux. Et deux, c'est la pollution derrière. Ça commence, c'est vraiment... Ça balbutie. On est sur le premier balbutiement. C'est pas... pas encore... il y a des réticences, c'est pas encore... »
Verb20, R11	« il y a un truc qui ne va pas dans cette société, vous avez besoin de le faire mais vous ne pouvez pas. Alors qu'avec l'association vous pouvez le faire »
Verb21, R10	« et il y a aussi ce côté valotisant qui se dit « ah bah c'est moi qui l'ai fait je repars avec ma petite confection ». Elles sont contentes tu vois pour en partir avec leur crème pour pouvoir se tartiner sur le visage »
Verb22, R10	« on a fait des sorties à la ferme. Parents, enfants, on a été à la ferme, visiter la ferme, découvrir les animaux, faire des ateliers autour de la traite de la vache, faire le fromage, le yaourt. C'était génial. Si on pouvait en faire une fois tous les trimestres. Et même, il y avait un engouement aussi des bénéficiaires à aller dans ce genre d'endroit (..) On fait aussi des ateliers autour du jardin, tu vois, où on plante un peu nos aromates qu'on peut réutiliser derrière pour la cuisine (...) Qu'est-ce qu'on fait ? Parcours à vélo aussi avec les mamans. On fait des parcours à vélo. On avait fait apprendre à faire du vélo pour certaines mamans qui ne savaient pas en faire l'année dernière (...) On voit avec nos adhérents, on est plusieurs, on a un gros WhatsApp et on leur fait plusieurs suggestions. Et voilà elles votent. Donc la prochaine fois ça va être un produit pour la pousse des cheveux voilà un sérum pour la pousse des cheveux et voilà en fait l'idée c'est de travailler avec les bénéficiaires. Donc c'est avec et pour elles. tu vois on les sent (...) Elles viennent parce qu'elles sortent de leur quotidien. Ça leur permet de rencontrer ou de revoir des habitants du quartier, de créer des liens, de discuter, de sortir un peu de leur quotidien »
Verb23, R10	« Quand vous maintenez le moral, en fait, l'épicerie, c'est un lieu de vie. Avec les gens qui sont dedans aussi. Si on arrive à aider les gens à maintenir le moral, ces gens-là deviennent forts après. Ils ont pas peur de... ils tiennent le coup et ne retombent pas dans l'alcool et dans la grande la précarité en se séparant. On va boire de l'alcool pour nettoyer les soucis, les bagarres, les divorces. C'est ça. C'est un peu le maintien de la cohésion sociale familiale »
Verb24, R3	« Nous avons appelé notre épicerie 'supermarché solidaire', afin de limiter toute gêne. Nous voulions un lieu proche d'un magasin classique, où les gens se servent en libre-service, avec une musique de fond. »
Verb25, R6	« la personne à qui on donne un truc, il n'a pas le choix, pas la bonne taille ou la bonne pointure, le don impose des contraintes en termes de choix ce qui ne donne pas une très bonne estime de soi »
Verb26, R10	« On avait des bottes de pluie. On avait pas mal de vêtements. On a un bac derrière. On leur laisse choisir. Ça, ça a du succès. Après, il faut qu'ils trouvent les tailles qui leur vont. Mais sinon, ça marche plutôt bien »
Verb27, R11	« Les gens viennent dans un magasin, ils ne font pas de queue, ils ont le choix de choisir les produits qu'ils veulent, ils payent à la caisse, même si c'est un 10, 20 ou 30%, mais ils gardent leur tête haute et la dignité »